

La grande scission

par Normand Baillargeon

Sitôt qu'on y réfléchit un peu, on doit, je pense, convenir que le concept d'« antiaméricanisme » est si manifestement absurde que personne ne devrait le prendre au sérieux et tellement confusionnel qu'il serait sage de le bannir de notre vocabulaire.

En ne nommant rien de précis pour s'y opposer radicalement, un tel concept est sans doute unique dans notre vocabulaire et toute autre composition lexicale construite sur le même modèle (anticanadianisme, anti-italianisme, et ainsi de suite) en fait apparaît immédiatement la totale indécidabilité. Car que pourrait bien vouloir dire, par exemple, être contre (anti) l'Italie envisagée comme une et comme un tout et cela au point de faire de cette opposition une doctrine (isme) et donc un principe systématiquement appliqué ?

De plus, en tendant à faire de tout opposant à quoi que ce soit d'américain un antiaméricaniste, l'accusation finit par s'appliquer à tout le monde sans exception — puisque tout le monde a bien des réserves et des critiques à formuler à l'endroit de l'un ou l'autre aspect de cet ensemble flou et largement inassignable que constitue l'Amérique. On se demande alors ce que peut bien signifier l'antiaméricanisme pour un Américain sinon peut-être d'être contre lui-même ?

De la même manière, puisque tout le monde, cette fois, aime et admire l'un ou l'autre aspect de cet ensemble flou et largement inassignable que constitue l'Amérique, il doit s'ensuivre que chacun de nous est et n'est pas antiaméricaniste.

Dans ces exemples, comme dans tous les autres qu'on pourra invoquer, le concept d'antiaméricanisme reste un mystère si profond qu'aucune analyse, je le crains, ne parviendra à l'élucider.

Si j'ai en cela raison, nous voici parvenus à une impasse.

Pour en sortir, je suggère d'en appeler à Ludwig Wittgenstein, plus précisément à sa recommandation de ne pas nous attarder à la recherche de la signification d'un mot qu'il s'agirait de progressivement cerner par analyse conceptuelle, mais de regarder plutôt comment il est utilisé. La manœuvre est féconde.

En effet, on observe alors vite qu'antiaméricanisme est toujours utilisé comme une injure et sert à discréditer un propos, à réduire au silence, à interdire de penser et à étouffer tout esprit critique. Ce faisant, ce remarquable concept orwellien joue, avec beaucoup de succès, un rôle idéologique non négligeable : il permet de minorer la portée des critiques adressées au gouvernement américain et, en laissant entendre qu'elles sont confuses, excessives et doctrinaires, invite à ne pas les prendre en considération. En certains milieux, il sert à discréditer d'emblée tout manque d'enthousiasme et toute réserve dans l'appui aux politiques du gouvernement américain, lequel est assimilé à une Amérique imaginaire et fantasmagorique – cet appui ne pouvant bien entendu être qu'entier et inconditionnel.

On devine sans mal les extraordinaires contorsions auxquelles on doit en arriver pour assurer la défense de ce fantasme et se mettre ainsi à l'abri de toute accusation d'antiaméricanisme. Certains y parviennent cependant. Considérez par exemple ce qu'écrivait récemment un intellectuel de renommée internationale dont le propos est tout particulièrement digne de notre attention, d'une part parce qu'il pourrait bien devenir le prochain Premier Ministre du Canada, d'autre part parce qu'il a récemment donné son plein appui à la campa-

gne afghane entreprise par l'actuel gouvernement conservateur au nom du peuple canadien – mais au mépris de la forte opposition populaire à cette intervention militaire¹.

Pour légitimer des interventions armées qui se targuent d'humanisme, Michael Ignatieff, puisque c'est de lui qu'il s'agit, s'était porté il y a trois ans à la défense des « guerres humanitaires » entreprises par les États-Unis, et tout particulièrement à celle menée alors en Irak au mépris de la communauté internationale. Dans un article intitulé « Le Fardeau » (« *The Burden* ») – un titre que ses lecteurs anglophones ne pouvaient manquer de percevoir comme une référence à un célèbre poème de Kipling² – l'éminent penseur justifiait cet appui en des mots qui ne pourraient manquer de susciter l'admiration de tous les apologistes des régimes totalitaires de tous les temps et de tous les pays et qui faisaient de lui, à n'en pas douter, un parfait antiantiaméricaniste :

L'Empire américain n'est pas comme les empires du passé, qui s'étaient construits sur le colonialisme, la conquête et qui sont le fardeau de l'homme blanc. [...] *L'Imperium* du XXI^e siècle est une nouveauté dans les annales de la science politique, un empire version légère, une hégémonie globale dont les notes gracieuses sont les libres marchés, les droits de la personne, mis en œuvre par la plus extraordinaire puissance militaire que le monde ait jamais connue. C'est l'impérialisme d'un peuple qui se souvient que son pays a conquis son indépendance en se révoltant contre un empire et qui aime à penser qu'il est partout un ami de la liberté. C'est un empire qui

¹ Selon un sondage *Globe and Mail/CTV* du 24 février 2006, une majorité de Canadiens est opposée à l'envoi de troupes en Afghanistan. Au Québec, ce sont 65 % des répondants qui se prononcent contre cette « mission ». *Le Devoir*, 14 mars 2006, page A1.

² « *The White Man's Burden* » (Le Fardeau de l'homme blanc) portait en sous-titre : *The United States and the Philippine Islands* et était un appui donné à la colonisation des Philippines et un rappel du coût des aventures impérialistes. L'expression « *The White Man's Burden* » est devenue un euphémisme servant de cri de ralliement aux impérialistes occidentaux qui exprimaient ainsi le terrible poids qu'ils devaient supporter pour assumer leur « noble mission » d'apporter la civilisation aux « barbares ».

n'a pas vraiment conscience d'être un empire et qui ne cesse d'être stupéfait que ses bonnes intentions soient reçues avec ressentiment à l'étranger. Mais il n'en est pas moins un empire, un empire convaincu d'être, comme l'écrivait Herman Melville, « l'arche des libertés du monde »³.

Notons simplement qu'il faut probablement avoir fait de longues études pour tolérer l'importante dissonance cognitive que provoque inévitablement le fait de se rappeler que « l'arche des libertés du monde » s'est construite sur le génocide des Amérindiens puis sur l'« holocauste noir » de l'esclavage ; qu'elle s'est poursuivie par un nombre extraordinairement élevé d'interventions militaires visant soit à empêcher l'avènement de la démocratie, soit à installer des dictatures, soit à les maintenir au pouvoir⁴ ; qu'elle a, tout récemment, officiellement adopté la terrifiante politique de la « guerre préventive⁵ » ; et qu'elle envisage peut-être en ce

³ Ignatieff, Michael, « *The American Empire : The Burden* », *New York Times Magazine*, 5 janvier 2003, pages 22-27 et 50, 53-54.

⁴ Notamment — mais cette liste n'est aucunement exhaustive: Italie, 1947-1948 ; Grèce, 1947-1950 ; Philippines, 1940-1960 ; Corée, 1945-1953 ; Iran, 1953 ; Guatemala, 1953-1954 ; Costa Rica, années 1950 ; Syrie, 1956-1957 ; Indonésie, 1957-1958 ; Vietnam, 1950-1973 ; Cambodge, 1955-1973 ; Laos, 1957-1973 ; Haïti, 1959-1963 ; Guatemala, 1960 ; Équateur, 1960-1963 ; Brésil, 1961-1964 ; Pérou, 1960-1965 ; République Dominicaine, 1960-1966 ; Indonésie, 1965 ; Timor Oriental, 1975 ; Ghana, 1966 ; Uruguay, 1964-1970 ; Chili, 1964-1970 ; Grèce, 1964-1974 ; Bolivie, 1964-1975 ; Guatemala, 1962-1980 ; Costa Rica, 1970-1971 ; Irak, 1972-1975 ; Angola, 1976-1980 ; Zaïre, 1975-1978 ; Grenade, 1979-1984 ; Nicaragua, 1981-1990 ; Panama, 1969-1991 ; Irak, 1990-1991 ; Afghanistan, 1979-1992 ; El Salvador, 1980-1994 ; Haïti, 1986-1994 ; Afghanistan, 2002- ; Irak, 2003- ; Haïti, 2005-.

⁵ Le *National Security Strategy of the United States of America* (NSS) a clairement formulé cette doctrine de la « guerre préventive » qui se propose d'arrêter « les États voyous et leurs clients terroristes avant qu'ils ne soient capables de menacer de faire usage ou de faire usage d'armes de destruction massive contre les États-Unis et nos amis et alliés et d'agir contre ces menaces émergentes avant qu'elles ne soient effectives. » Voir : *National Security Strategy of the United States of America* (2002). Disponible sur Internet à : <http://www.whitehouse.gov/nsc/-nss.html>. [Lien vérifié le 26 avril 2006]

moment même le recours à l'arme nucléaire contre l'Iran et ses habitants⁶.

Parmi tous les brouillages entretenus par le concept d'antiaméricanisme, je voudrais m'arrêter ici à l'occultation de la nécessaire distinction entre un peuple et son gouvernement. Plus précisément, je voudrais attirer l'attention sur les résultats de sondages récents menés auprès de la population américaine et concernant ses attentes et valeurs relativement à d'importantes questions de politique intérieure et de politique étrangère.

Comme on le verra, ces attentes et valeurs sont à ce point opposées aux politiques effectivement menées par le gouvernement américain que, si on devait conserver le concept d'antiaméricanisme tel qu'il est d'ordinaire utilisé, c'est d'abord au peuple américain qu'il faudrait l'appliquer. Il y a là, évidemment, une contradiction à ce point intolérable que le discours dominant évite soigneusement de l'affronter. Il y parvient notamment en ne rapportant à peu près jamais, du moins aux États-Unis et dans l'arène publique, les remarquables résultats de sondages comme ceux que je vais à présent rappeler — Noam Chomsky a attiré l'attention sur certains d'entre eux dans son plus récent opus⁷.

Je suggérerai en conclusion de ce texte qu'il faut voir en tout cela des raisons d'espérer et qu'il faut s'en féliciter puisqu'elles ne sont, hélas, pas très nombreuses.

À l'automne 2004, Bush II, revenant sur les débats avec John Kerry auxquels il participait à ce moment-là dans le cadre de

⁶ Hersh, Seymour, M., « The Iran Plans », *The New Yorker*, 17 avril 2006. Disponible sur Internet à : http://www.newyorker.com/fact/content/articles/060417fa_fact. [Lien vérifié le 8 mai 2006]

⁷ Chomsky N. « Democracy promotion at home », chapitre 6 de : *Failed States. The Abuse of Power and the Assault on Democracy*, Metropolitan Books, New York, 2006.

la campagne électorale présidentielle, s'efforçait de se démarquer de son adversaire en affirmant ce qui suit :

J'ai assisté à de nombreux sommets, mais aucun d'eux n'a jamais envisagé de déposer un tyran ou d'amener un terroriste devant les tribunaux. [...] Le travail du Président est de défendre les États-Unis [...] Jamais je ne lierai la sécurité des États-Unis à l'accord de la communauté internationale [...] le recours à l'armée pour défendre les États-Unis ne doit en aucun cas être soumis au veto de pays comme la France⁸.

Ces propos visaient, bien entendu, à laisser entendre qu'en matière de politique étrangère John Kerry était un « multilatéraliste » tandis que Bush lui-même était « unilatéraliste ». Ils ont été largement entendus et rapportés comme tels. En situant de la sorte leur candidat, les organisateurs de la campagne de Bush crurent sans doute adopter un point de vue populaire. Un sondage *PIPA/Knowledge Network*⁹ dont les résultats ont été rendus publics à la fin avril 2003 aurait dû mettre en garde contre de telles velléités. À un moment où une massive campagne propagandiste alléguait, faussement, que l'Irak possédait et ambitionnait d'utiliser des armes de destruction massive et liait, toujours faussement, ce pays aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, l'opinion publique américaine, tout en « appuyant fortement la guerre en Irak », n'en rejetait pas moins l'ambition du gouvernement américain de jouer un rôle « unilatéral et militaire » dans les affaires internationales¹⁰. En fait, à cette date, seulement 12 % des répondants souhaitaient voir leur pays jouer un « rôle prééminent de leader dans les affaires du monde » et 76 % d'entre eux préféraient plutôt qu'il « se joigne aux autres pays pour résoudre

⁸ http://www.pbs.org/newshour/bb/politics/july-dec04/snapshots_10-1.html.

[Lien consulté le 18 mai 2006]

⁹ *World Public Opinion* est une publication du *Program on International Policy Attitudes* ou PIPA. Son site Internet est à : <http://www.worldpublicopinion.org/>

¹⁰ *Americans on US Role in the World After the Iraq War*. Le texte intégral de ce sondage d'opinion est disponible à : http://www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/international_security_bt/105.php?nid=&id=&pnt=105&lb=brusc. [Lien consulté le 25 mai 2006].

les problèmes internationaux ». À un moment où leur pays n'a pu obtenir l'aval du Conseil de Sécurité des Nations unies pour se lancer en guerre et où l'ONU est typiquement présentée comme une force « antiaméricaine » (sic), l'appui à cette institution reste remarquablement fort. 88 % des répondants estiment ainsi que l'autorisation du Conseil de Sécurité était et reste souhaitable et une majorité préférerait que l'ONU, plutôt que les États-Unis, dirige les missions humanitaires ou de « restauration de la démocratie » ainsi que d'éventuelles nouvelles guerres contre d'autres pays. Une recherche publiée par le même organisme en octobre 2003 et réalisée à partir de sept sondages d'opinion vient confirmer une impression que l'on a à la lecture des données précédentes, à savoir que les Américains sont typiquement mal informés des bases factuelles à partir desquelles sont prises les décisions de leur gouvernement en matière de politique étrangère : 48 % pensent par exemple qu'il y a un lien entre l'Irak et al Qaeda ; 22 % que des armes de destruction massive ont été trouvées en Irak ; et ainsi de suite. Dressant une liste de ces erreurs factuelles, les chercheurs ont montré que leur nombre était corrélé à l'appui à la guerre. Une des conclusions de l'enquête mérite notre attention :

On sera tenté de penser que ces erreurs factuelles proviennent de ce que des personnes ne font pas assez attention aux informations : mais, en fait, ceux qui sont attentifs n'ont pas moins de chance d'être dans l'erreur. Et parmi ceux qui écoutent surtout la chaîne *Fox*, ceux qui écoutent attentivement les nouvelles ont plus de chances d'être dans l'erreur¹¹.

Une autre enquête, menée cette fois par *Global Views* en 2004,¹² pointait dans la même direction, en mettant en évi-

¹¹ *Misperceptions, medias and the Iraq War*. Ce passage provient du résumé du rapport : <http://www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/internationalsecurity-bt/102.php?nid=&id=&pnt=102&lb=brusc>. [Lien consulté le 24 mai 2006] On peut consulter le texte complet du rapport à partir de la même page.

¹² Disponible à : www.cfr.org/globalviews2004. C'est une publication du *Chicago Council on Foreign Relations*. [Lien consulté le 24 mai 2006]

dence l'écart alors grandissant entre les options des élites et des dirigeants et celles du public. « *L'appui aux objectifs visés par la politique étrangère est en baisse, ainsi que le nombre d'Américains qui souhaitent augmenter les dépenses pour la sécurité intérieure et la défense.* » Le public voudrait encore que les États-Unis ne jouent pas un rôle dominant et donne plutôt son appui « *à des approches diplomatiques et multilatérales aux problèmes internationaux – et cela en plus grand nombre encore qu'en 2002* ». Il favorise en outre « *le maintien de strictes limites quant à l'usage de la force* » et préconise des actions « *menées collectivement à travers les Nations unies* ». Notant la disparité, voire en certains cas, la radicale opposition entre les points de vue du public et ceux des « leaders », le rapport concluait :

Les dirigeants ne se rendent pas compte que le public favorise la participation au Tribunal international, à l'Accord de Kyoto sur le réchauffement planétaire et aux forces de maintien de la paix de l'ONU. Ils ne se rendent pas compte, non plus, que le public préfère la soumission à des décisions collectives au sein de l'ONU ou à des décisions même défavorables de l'OMC et qu'il voudrait donner à l'ONU le pouvoir de taxer des choses comme les ventes d'armes ou de pétrole.

Je pense qu'il est manifestement faux que les « dirigeants » ne se rendent pas compte de tout cela, bien au contraire, et que bien des aspects de la vie politique américaine n'ont aucun sens si ce n'est à la lumière de l'hypothèse inverse. Cependant, les substantielles divergences d'opinion constatées dans cette enquête sont bien réelles, comme le montrent tous les sondages plus récents.

Sur le plan du réchauffement planétaire, par exemple, un sondage d'opinions de juillet 2005 montre qu'une immense majorité (86 %) des gens, aux États-Unis, pense que le gouvernement américain devrait œuvrer à limiter les gaz à effet de serre et 73 % que leur pays devrait « *être partie prenante aux ententes de Kyoto sur la réduction du réchauffement planétaire* ». Le même sondage montre en outre que 43 % des Américains

pensent que le président Bush souhaite cette participation – et que seulement 43 % savent qu’il s’y oppose¹³.

Il y a là un trait remarquable de l’opinion publique américaine, laquelle défend des positions très éloignées de celles de ses dirigeants, mais les défend malgré une très considérable ignorance des faits concernés. On peut penser que si on comblait ce déficit de connaissance, cela conduirait l’opinion publique américaine à mieux défendre ses positions et à s’y tenir plus fermement encore. Considérez par exemple ce sondage PIPA dévoilé en juin 2005 et concernant la lutte contre la pauvreté à l’échelle planétaire¹⁴. Une large majorité du public s’y déclare entre autres opposée aux subventions accordées aux fermes industrielles, percevant clairement que les fermes sont désormais essentiellement des méga corporations ; mais il souhaite (à 74 %) le maintien de subventions aux petits fermiers. Cependant, le public américain se révèle extraordinairement ignorant de la structure de l’agriculture mondiale et donc du fait que les subventions accordées aux corporations américaines font un immense tort aux paysans du Tiers-Monde : en fait seulement 19 % des personnes interrogées connaissaient l’effet, totalement néfaste, de ces subventions sur les agriculteurs et sur l’économie des pays pauvres.

Je n’ajouterai qu’un seul item à cette énumération, pour revenir sur ce que pense l’opinion publique américaine à propos des guerres supposément « humanitaires » conduites par leur pays. En septembre 2005, une enquête PIPA montrait qu’une majorité du public américain rejetait l’argumentaire de l’administration Bush quant à ses « guerres humanitaires » destinées à « rétablir la démocratie » et préconisait toujours, au contraire, des moyens coopératifs, des méthodes diploma-

¹³ *Americans on Climate Change 2005*. Disponible à : <http://www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/btenvironmenta/79.php?nid=&id=&pnt=79&lb=brusc> . [Lien vérifié le 25 mai 2006]

¹⁴ *Americans on Addressing World Poverty*. Disponible à : <http://www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/btdevelopmentaidra/76.php?nid=&id=&pnt=76&lb=brusc> . [Lien vérifié le 25 mai 2006]

tiques et multilatérales¹⁵. De même, une majorité d'Américains (60 %) souhaitait en mai 2005 que ce soit à un tribunal que soient référés les criminels de guerre du Darfour¹⁶. En mai 2006, finalement, un sondage¹⁷ montrait que deux Américains sur trois souhaitaient que leur pays cesse de traiter les prisonniers de Guantanamo comme il le fait ; qu'une large majorité souhaitait donner préséance à un tribunal international pour assurer le respect des ententes internationales en matière de droits humains ; et qu'à ce sujet, 7 personnes sur 10 précisaient même qu'il ne saurait être question de faire une exception pour les États-Unis. Ici encore, on peut présumer que ces positions sont défendues par des personnes qui ignorent le bilan réel de leur pays en matière de droits humains. Ici encore, je soutiendrais que les dirigeants du pays ont un grand intérêt à ce que cette ignorance soit maintenue. Considérez par exemple le *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux* (Protocole I) adopté à Genève le 8 juin 1977. On y lit notamment (article 51, Protection de la population civile) :

1. La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires. En vue de rendre cette protection effective, les règles suivantes, qui s'ajoutent aux autres règles du droit international applicable, doivent être observées en toutes circonstances.

¹⁵ *U.S. Public Rejects Using Military Force to Promote Democracy. Rejects Democratization as Rationale for Iraq War*. Disponible à : <http://www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/brunitedstatescanadara/77.php?nid=&id=&pnt=77&lb=brusc> [Lien vérifié le 25 mai 2006]

¹⁶ *Americans on the Darfur Crisis and ICC*. Disponible à : http://www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/btjusticehuman_rightsra/109.php?nid=&id=&pnt=109&lb=bthr [Lien vérifié le 25 mai 2006]

¹⁷ *Americans Say US Should Comply with UN Judgment and Change Treatment of Guantanamo Detainees. Large Majority Generally Favors Giving International Courts Broad Authority. Seven in Ten Reject Idea of Exceptions for US*. Disponible à : http://www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/home_page/194.php?nid=&id=&pnt=194. [Lien vérifié le 25 mai 2006]

2. Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne doivent être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile.

3. Les personnes civiles jouissent de la protection accordée par la présente Section, sauf si elles participent directement aux hostilités et pendant la durée de cette participation.

4. Les attaques sans discrimination sont interdites. L'expression « attaques sans discrimination » s'entend :

a) des attaques qui ne sont pas dirigées contre un objectif militaire déterminé ;

b) des attaques dans lesquelles on utilise des méthodes ou moyens de combat qui ne peuvent pas être dirigés contre un objectif militaire déterminé ; ou

c) des attaques dans lesquelles on utilise des méthodes ou moyens de combat dont les effets ne peuvent pas être limités comme le prescrit le présent Protocole ;

et qui sont, en conséquence, dans chacun de ces cas, propres à frapper indistinctement des objectifs militaires et des personnes civiles ou des biens de caractère civil.

Après avoir cité ces articles, Paul William Roberts rappelle, avec raison, que le commandant en chef des forces armées des États-Unis d'Amérique, G.W. Bush, s'est rendu coupable d'avoir violé « *chacun de ces articles en plus de bien d'autres des conventions [de Genève] et de la loi humanitaire internationale* ». Dès lors

à moins de renoncer au droit international, à moins de considérer que les États-Unis sont un cas particulier, à moins que le monde entier ne consente à devenir le terrain de jeu des États-Unis, nous n'avons d'autre choix que de mettre en accusation Bush II, Cheney, Rumsfeld, Powell, Wolfowitz et bien d'autres encore. Ces

sont des criminels en série, des massacreurs complices de la mort de milliers de civils¹⁸.

Depuis plus de trois décennies, la tendance lourde aux États-Unis est à un fantastique accroissement du différentiel de revenus entre les classes moyennes et pauvres et l'infime minorité de ménages richissimes¹⁹. Ce moment correspond, on l'aura remarqué, avec celui où la Commission trilatérale, préoccupée par les mouvements populaires des années 1960, a diagnostiqué dans les sociétés occidentales ce qu'elle appelle une « *crise de la démocratie* » ainsi que « *des excès de démocraties* », tous deux aisément décelables dans le fait que les gens prenaient la parole en ayant l'inconcevable prétention de pouvoir exercer une influence sur les décisions qui les concernent²⁰. Le démantèlement des Accords de Bretton Woods, et notamment la libéralisation des flux de capitaux, ouvrirent alors la voie à une profonde transformation de l'architecture de l'économie mondiale sous l'égide des États et des corporations. Leur alliance, sanctionnée notamment par des traités internationaux élaborés et convenus au sein d'entités largement immunisées contre tout contrôle démocratique.

¹⁸ Roberts, Paul Williams, *A War Against Truth : An Intimate Account of the Invasion of Iraq*, Raincoast Books, Vancouver, 2004.

¹⁹ Selon Edward Wolff, généralement reconnu comme un des meilleurs spécialistes de la distribution de la richesse aux États-Unis, entre 1983 et 1998, le 1% le plus fortuné de la population a vu sa richesse s'accroître de 42% tandis que celle du 40% le plus pauvre de la population *chutait* de 76%. Wolff, E., *Milken Institute Review*, 3^e trimestre, 2001 (souligné par moi). Chomsky, qui cite ces chiffres, y ajoute les données suivantes : le *Census Bureau* dévoilait en 2004 que le taux de pauvreté avait augmenté aux États-Unis pour la quatrième année consécutive, à 12,7% ; que le nombre de personnes ayant faim parce qu'elles n'ont pas les moyens d'acheter à manger a augmenté à 38 millions en 2004 — pendant que le *House Agricultural Comitee* approuvait la décision de retirer des « *food stamps* » à 300 000 personnes et supprimait les petits déjeuners et les dîners *offerts* à l'école à 400 000 enfants ; et de très nombreuses autres données allant dans le même sens. Chomsky, N., *Failed States. The Abuse of Power and the Assault on Democracy*, Metropolitan Books, New York, 2006, p. 209-213.

²⁰ Crozier, J.M., Huntington, S. et Watanuki, J., *The Crisis of Democracy*, New York, 1975.

cratique, a mis fin à l'épisode keynésien et ouvert la voie à des transformations économiques et sociales qui permirent l'accroissement des inégalités à l'échelle planétaire, comme à l'intérieur même des pays industrialisés. Cette transformation structurelle de l'économie s'est accompagnée d'une autre profonde transformation, cette fois idéologique et politique, et dont un des traits remarquables est probablement l'accroissement de la concentration des pouvoirs médiatiques, lequel se traduit dans les faits par la mise en place, par les corporations, de puissants outils de propagande et de contrôle de l'opinion.

De ces deux points de vue, les positions défendues par l'opinion publique américaine ne sont que plus remarquables, justement parce qu'elles s'expriment malgré un contexte économique et idéologique particulièrement difficile et sur lequel les institutions dominantes comptent pour asseoir leur contrôle et leur domination. Concrètement, ce sont des gens vivant pour un grand nombre dans des conditions économiques difficiles et qui sont littéralement bombardés de propagandes destinées à leur inculquer de grandes peurs — des « terroristes », des « musulmans » et ainsi de suite — qui préconisent malgré tout de s'en remettre à la communauté internationale et à l'ONU pour lutter contre le terrorisme, à cette ONU que la même propagande dépeint typiquement comme « antiaméricaine ». De la même manière, c'est une population à qui certaines options ne sont pour ainsi dire jamais présentées comme étant simplement envisageables par les institutions dominantes (par exemple : un système public de soins de santé) qui les préfère tout de même.

Si on admet, comme je pense qu'on devrait le faire, d'une part, que bon nombre de nos problèmes les plus pressants et les plus graves ne peuvent être résolus en dehors du cadre d'un cosmopolitisme viable et du respect du droit international, d'autre part, que la réalisation d'un tel cosmopolitisme ne pourra s'accomplir que *contre* la volonté des institutions

dominantes, alors il n'est pas irrationnel de trouver, dans l'état de l'opinion publique américaine, une raison d'entretenir un modeste espoir.

J'ai suggéré en commençant ce texte que l'on bannisse de notre vocabulaire ce méchant mot d'antiaméricanisme. Je me demande cependant, au moment de le clore, à qui cette recommandation peut s'adresser. Certainement pas à ceux et celles qui s'efforcent, honnêtement, de comprendre le monde dans lequel ils vivent dans l'espoir de le comprendre et de contribuer à le changer : ceux-là n'ont jamais usé de ce vocable aberrant. Peut-être aux idéologues, alors, qui aspirent moins à comprendre le monde qu'à justifier les crimes qu'y commettent les puissants ? Mais il est à craindre que cet appel à la retenue sémantique ne les atteindra jamais. Toutefois, et dans l'éventualité où des représentants du premier groupe en viennent à discuter avec des représentants du deuxième et à être taxés par eux d'antiaméricanistes, je suggérerais d'avoir recours, en le justifiant par des arguments et des faits, à des vocables qui ont le mérite de dire précisément ce contre quoi ils en ont — par exemple l'impérialisme du gouvernement américain, son manque de respect pour la démocratie et pour le droit international.

On devrait certainement ajouter à cette liste les graves dangers que le gouvernement américain actuel fait courir à l'avenir de la vie sur Terre. C'est du moins l'avis de Noam Chomsky, qui commence son dernier ouvrage²¹ en suggérant que les trois problèmes suivants devraient probablement figurer sur toute liste énumérant les plus graves dangers auxquels l'humanité fait face en ce moment même. Le premier est la possibilité d'une guerre nucléaire ; le deuxième, celui

²¹ Chomsky, N. *Failed States. The Abuse of Power and the Assault on Democracy*, Metropolitan Books, New York, 2006, p. 1.

d'une catastrophe environnementale²². Peu de gens, je pense, contesteraient ces choix.

Chomsky suggère que le troisième élément sur notre liste devrait être le fait que la plus grande puissance au monde agit de manière à accroître les deux dangers précédents. Il n'est, hélas, pas besoin de chercher loin pour trouver des justifications à cette affirmation — et on aura deviné que c'est courir le risque de se voir taxer d'antiaméricaniste que de la soutenir.

Prenez par exemple cette importante rencontre de l'ONU tenue à Montréal du 28 novembre au 9 décembre derniers, et dont on sait qu'elle a été la plus grande Conférence des Nations unies sur le changement climatique jamais organisée depuis celle de Kyoto en 1997. La question à laquelle chacun de nous doit répondre en son âme et conscience est la suivante : est-ce se préoccuper rationnellement de l'avenir du monde ou faire preuve d'antiaméricanisme que de rappeler le fait que cette conférence vitale n'a pu déboucher que sur un vague « accord informel pour lancer un "dialogue" sur l'avenir de la lutte contre le changement climatique » et que ce mince accord s'est fait sans les États-Unis, puisque « les négociateurs américains n'étaient plus présents dans la salle au moment où l'accord a été conclu ²³ » ? La réponse à cette question, je pense, sautera aux yeux de toutes les personnes de bonne volonté. Mais il est vrai qu'on pourra être tenté d'y répondre bien différemment si on la pose depuis un confortable siège à bord de « l'arche des libertés du monde »...

²² En attendant le prochain rapport de l'ONU sur le sujet, on pourra consulter plusieurs ouvrages remarquables et importants qui sont récemment parus pour tirer la sonnette d'alarme relativement au réchauffement planétaire. Par exemple : Brian Fagan, *The Long Summer*, Basic, 2004; Jared Diamond, *Collapse*, Penguin Group, 2005 ; Elizabeth Kolbert, *Field Notes from a Catastrophe*, Bloomsbury Publishing, 2006 ; Tim Flannery, *The Weather Makers*, Atlantic Monthly Press, 2006.

²³ « La lutte contre le réchauffement planétaire continue sans les États-Unis », AFP, Montréal, samedi 10 décembre 2005. Disponible à : [\http://www.cndwebzine.hcp.ma/cnd_sii/article.php3?id_article=1103
[Lien consulté le 24 mai 2006]